



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 04/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ONYX EST

1, rue Henriette Gall Grimm
Bâtiment O'rigine
54000 Nancy

Références : D3 i 2025-504
Code AIOT : 0005701422

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement ONYX EST implanté LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy. L'inspection a été annoncée le 28/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, s'inscrit dans le cadre du Plan de Contrôle Pluriannuel de l'Inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX EST
- LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy

- Code AIOT : 0005701422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ONYX EST est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation pour les activités de :

- tri de déchets industriels ;
- plateforme de valorisation du bois ;
- installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ;
- dépôts de matériaux inertes ;
- plateforme de regroupement, déconditionnement et transfert de biodéchets.

Elle se situe sur la commune de Beine-Nauroy (51).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Auto surveillance - Torchère et moteur électrogène	AP Complémentaire du 04/09/2023, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Contrôle du biogaz	AP Complémentaire du 04/09/2023, article 13	Demande d'action corrective	2 mois
5	Bassin de stockage des lixiviats	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Fréquence et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 9.2.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
9	Formation du personnel	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Calibrage des caméras thermographiques	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 7.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport annuel	AP Complémentaire du 12/09/2006, article 9.4.1.2	Sans objet
3	Contrôle spécifique de l'installation de moteur électrogène	AP Complémentaire du 04/09/2023, article 13	Sans objet
6	Traitement des lixiviats	AP Complémentaire du 04/09/2023, article 10	Sans objet
8	Moyens d'intervention	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, objet du présent rapport, a mis en évidence des dépassements des valeurs limites d'émissions dans les eaux de ruissellement. Il est attendu des actions correctives de la part de l'exploitant en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport annuel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2006, article 9.4.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Bilans périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une fois par an et au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année civil en cours, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au 2.7) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée et notamment un bilan annuel des opérations de préservation de la flore demandées à l'article 2.3.3.1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier électronique du 14 mai 2025, l'exploitant a transmis le rapport d'activité de l'année 2024.</p> <p>Le rapport annuel reprend les quantités et la provenance des déchets réceptionnés sur site, les événements de l'année 2024, ainsi que les actions entreprises pour la biodiversité.</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant que le rapport d'activité annuelle doit être présenté au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année suivante.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de suite mais l'exploitant s'engage à transmettre le prochain rapport annuel 2025 avant la fin premier trimestre 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Auto surveillance - Torchère et moteur électrogène

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <p>Les périodes de fonctionnement du moteur électrogène et de la torchère sont enregistrées en permanence.</p> <p>Les quantités de biogaz brûlé dans la torchère et valorisé dans le moteur électrogène sont mesurées et reportées sur un registre au minimum à une fréquence mensuelle.</p> <p>Le contrôle du respect des valeurs fixées à l'article 3.2.2 fera l'objet de campagnes de prélèvements et d'analyses selon des fréquences semestrielles.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'Inspection constate qu'un suivi journalier est réalisée par les opérateurs du site, et notamment un suivi des heures de fonctionnement du moteur électrogène et de la torchère, de la quantité du biogaz brûlé et valorisé. Les données sont saisies sur un logiciel qui permet ensuite de générer des fichiers de suivi mensuel. Le bilan récapitulatif présenté lors de la visite montre que les installations ont valorisé environ 60 % du biogaz sur l'année 2024.</p> <p>Par courrier électronique du 15 mai 2025, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle des rejets atmosphériques des semestres 1 et 2 de l'année 2024. Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission (VLE) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Semestre 1 - Torchère : 0 mg/ Nm³ pour le monoxyde de carbone (VLE de 150 mg/Nm³) et 5,9 mg/Nm³ pour le dioxyde de soufre (VLE de 150 mg/Nm³).- Semestre 2 - Torchère : 0,6 mg/ Nm³ pour le monoxyde de carbone (VLE de 150 mg/Nm³) et 7 mg/Nm³ pour le dioxyde de soufre (VLE de 150 mg/Nm³).- Semestre 2 - Moteur du groupe électrogène : 177 mg/ Nm³ pour le monoxyde de carbone (VLE de 450 mg/Nm³), 146 mg/ Nm³ pour l'oxyde d'azote (VLE de 190 mg/Nm³), 77 mg/ Nm³ pour le monoxyde de carbone (VLE de 450 mg/Nm³), 12,3 mg/ Nm³ pour le formaldéhyde (VLE de 15 mg/Nm³) et 0 mg/Nm³ pour les hydrocarbures aromatiques polycycliques (VLE de 0,1 mg/Nm³). <p>Le moteur électrogène n'a fait l'objet d'un contrôle que sur le second semestre 2024, celui-ci n'ayant été mis en service qu'en octobre 2024.</p> <p>Dans le rapport du second semestre, il est indiqué, que pour le moteur électrogène, la mesure du formaldéhyde n'a été réalisé que sur un essai.</p> <p>L'exploitant explique que le bureau de contrôle ne réalise qu'un essai et le prélèvement est ensuite analysé en laboratoire. En cas de non-conformité sur le paramètre concerné, un second contrôle est réalisé avec 3 essais.</p> <p>L'Inspection constate que l'absence de réalisation de 3 essais constitue un non-respect de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant sur les modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'Inspection, sous 1 mois :</p>

- les justifications du bureau de contrôle concernant la non-réalisation des 3 essais sur le paramètre formaldéhyde, sur l'analyse semestrielle des rejets du moteur du groupe électrogène.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Contrôle spécifique de l'installation de moteur électrogène

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Tous les jours : Enregistrement des paramètres de fonctionnement : taux de méthane, dépression du réseau, débit, compteur horaire.</p> <p>Tous les mois : Mesure de la dépression et de la surpression, mesure du débit, analyse des teneurs en méthane, oxygène, en dioxyde de carbone et en sulfure d'hydrogène sur la nourrice principale</p> <p>Tous les ans : Analyse par un organisme extérieur des teneurs en anhydride sulfureux, en monoxyde de carbone, en poussières, en acide chlorhydrique et en acide fluorhydrique sur les émissions.</p> <p>La dérive des paramètres enregistrés, ou le dépassement de seuils d'alerte, induit une action correctrice immédiate de la part du personnel du site (réglage du débit, rééquilibrage des lignes...) et/ ou un signalement auprès de la direction du site.</p> <p>L'ensemble des données fait l'objet d'un récapitulatif annuel transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Une télésurveillance de cette installation est mise en place.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'Inspection, l'exploitant a présenté, à l'Inspection, le formulaire dématérialisé sur lequel les opérateurs saisissent les données tous les jours. L'Inspection a notamment consulté le formulaire complété le 22 mai 2025.</p> <p>Les données relevées sont les suivantes : dépression, compteur horaire, taux de méthane, taux d'oxygène, taux de sulfure d'hydrogène, température du gaz. Le débit est automatiquement relevé par l'installation. Concernant la mesure du débit, l'exploitant explique que le pupitre informatique du moteur électrogène permet de visualiser l'historique du débit.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection, par courrier électronique du 15 mai 2025, le rapport de mesure des rejets atmosphériques réalisés sur le second semestre 2024.</p> <p>Les paramètres mesurés sont conformes à la prescription.</p> <p>Les données sont synthétisées dans le rapport d'activité de l'année 2024 transmis le 15 mai 2025.</p> <p>Concernant la télésurveillance de l'installation, l'exploitant indique à l'Inspection qu'un SMS d'alerte est émis par l'installation en cas d'arrêt. Ce SMS indique également la nature de l'arrêt. De plus, une caméra thermographique filme en permanence la plateforme de stockage.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de suite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle du biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] Le volume de gaz produit sur le site fait l'objet d'un suivi spécifique mensuel. L'exploitant procède périodiquement à des analyses de la pression et de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en méthane (CH ₄), dioxyde de carbone (CO ₂), dioxygène (O ₂), sulfure d'hydrogène (H ₂ S), dihydrogène (H ₂) et monoxyde de carbone (H ₂ O). Pour la pression et le CH ₄ , CO ₂ , O ₂ , les contrôles doivent être représentatifs de chaque casier du site et être réalisés à une fréquence trimestrielle. Pour les paramètres H ₂ S, H, et H ₂ O, la fréquence des analyses est semestrielle.
Constats : Par courrier électronique du 15 mai 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'activité 2024. L'annexe 6 du rapport présente un historique du suivi du biogaz sur le site pour l'année 2024. L'exploitant a également transmis un second document portant sur l'historique de la production du biogaz. Ces documents reprennent : <ul style="list-style-type: none">- pour le biogaz capté : la teneur en méthane (CH₄), dioxyde de carbone (CO₂), dioxygène (O₂), sulfure d'hydrogène (H₂S) et monoxyde de carbone (H₂O). Le dihydrogène (H₂) n'est pas mentionné.- biogaz capté moyen- taux de valorisation du gaz- taux d'occupation de la torchère Des mesures quotidiennes de la quantité et de la qualité du biogaz sont réalisées par les opérateurs : <ul style="list-style-type: none">- à de l'arrivée du biogaz au niveau du moteur électrogène ;- en sortie des casiers en cours d'exploitation et en post-exploitation (avant le moteur) ;- en sortie des casiers 1 et 2 pour la partie en exploitation. Les paramètres mesurés sont H ₂ S, CH ₄ , CO ₂ et O ₂ . En cas d'anomalie, l'opérateur réalise une analyse plus poussée au niveau de chaque puits composant le casier. Les données sont saisies sur le logiciel Datagaz, qui permet ensuite d'obtenir une cartographie visuelle du site sur Mapagaz. En conclusion, l'absence de mesure de dihydrogène (H ₂) dans le biogaz constitue un écart à la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous 2 mois : <ul style="list-style-type: none">- la justification de la mesure et du suivi du paramètre dihydrogène dans le biogaz produit par le site.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Bassin de stockage des lixiviats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le bon état des bassins est vérifié au moins une fois par an et le résultat de ces contrôles est porté sur un registre.</p> <p>Les bassins sont équipés de détecteurs de niveau haut destinés à interrompre son alimentation au-delà d'un certain volume, afin d'éviter tout risque de débordement.</p> <p>Les bassins de stockage des lixiviats sont recouverts pour éviter les risques de dégagement d'odeurs nauséabondes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'Inspection qu'il réalise un contrôle diélectrique annuel sur les deux bassins afin de déterminer s'il y a une fuite. Le dernier contrôle a eu lieu le 03 mars 2025 et une suspicion de fuite sur le bassin de la zone en exploitation a été détectée. Le rapport de contrôle a été présenté le jour de l'Inspection.</p> <p>L'exploitant a réalisé une vidange de son bassin afin de réaliser un contrôle plus approfondi sur la partie ciblée dans le rapport de contrôle. Ce second contrôle, réalisé le 13 mai 2025, n'a pas révélé de fuite. La présence d'un râteau au fond du bassin a probablement perturbé le contrôle initial. Le second rapport de contrôle n'avait pas encore été édité par le bureau d'étude au moment de la visite de l'Inspection.</p> <p>Les bassins sont équipés de poire de niveau automatisées. En cas d'atteinte du niveau haut, la poire se retourne et engendre l'arrêt de l'alimentation du bassin.</p> <p>Le bassin post-exploitation est relié au bassin en exploitation par une pompe. En cas d'arrêt de l'alimentation du bassin pour trop-plein, la pompe est activée afin de transférer le lixiviat vers le bassin en exploitation. Des enlèvements de lixiviat depuis le bassin en exploitation sont réalisés de manière journalière. Ces lixiviats sont ensuite traités par un centre agréé.</p> <p>Les deux bassins sont couverts par une toiture. Au niveau du bassin de la partie du site en exploitation, la toiture est détériorée par les vapeurs de H₂S. Lors de la visite, l'Inspection constate effectivement la détérioration avancée de la toiture : la toiture est rouillée, des plaques de tôle sont suspendues au-dessus du bassin. L'exploitant indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'un filet de sécurité va être installé dans le courant de l'année et que la toiture sera ensuite démantelée ; - qu'une étude des nuisances olfactives est programmée afin d'étudier l'impact olfactif du bassin en l'absence de toiture. Un porter-à-connaissance sera ensuite transmis à Monsieur le Préfet pour demander, en fonction des conclusions de l'étude, un aménagement de prescription concernant l'obligation de couvrir le bassin des lixiviats.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de contrôle diélectrique du bassin de lixiviats, du 13 mai 2025.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Traitement des lixiviats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/09/2023, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prescriptions de l'article 8.4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2016 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>Le traitement des lixiviats du centre de stockage de déchets non dangereux est effectué sur site par campagne au moyen d'une filière de traitement biologique avec une irrigation des eaux traitées (perméats) sur des taillis à très courtes rotation (TTCR).</p> <p>En cas de dysfonctionnement, de maintenance ou de pic de production non absorbables, les lixiviats excédentaires seront traités par osmose inverse (installation mobile) ou envoyés en traitement externe dans les installations prévues à cet effet.</p> <p>Sont interdits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la dilution des lixiviats, • l'épandage des lixiviats, • le rejet dans le milieu naturel. <p>8.4.3.4.1 Traitement sur site des lixiviats</p> <p><u><i>Aménagement de l'installation de traitement biologique des lixiviats</i></u></p> <p>Le traitement des lixiviats est réalisé dans une installation de traitement biologique par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prétraitement par aération en lagune <p>Un premier étage de pré-traitement par aération du lixiviat est effectué directement dans une lagune lixiviat de 2 500 m³ (réduction de la DCO et de l'alcalinité, nitrification de l'ammonium). Cette étape fonctionne 12 mois par an.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traitement par bioréacteur à membranes et nanofiltration <p>Les lixiviats pré-traités sont épurés par un bioréacteur à membranes d'ultrafiltration (épuration de la DCO, de l'azote et de la conductivité). Les eaux traitées (perméats) produits sont filtrées par nanofiltration pour être conformes à valeurs de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. Elles sont ensuite stockées dans une bâche souple de 500 m³ avec rétention. Cette étape fonctionne entre 5 et 9 mois par an en fonction de la pluviométrie et de la capacité du TTCR.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évapotranspiration sur taillis à très courte rotation (TTCR). <p>Si les valeurs limites de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sont respectées, les eaux traitées (perméats) peuvent être utilisées pour irriguer un taillis à très courte rotation (TTCR) implanté sur des casiers en post-exploitation. Cette étape fonctionne entre 5 et 9 mois par an en fonction de la pluviométrie et de la capacité du TTCR.</p> <p>Cette installation ne génère aucun rejet liquide direct vers le milieu naturel. Elle est réservée au seul traitement des lixiviats du site et à l'évapotranspiration des eaux traitées (perméats) sur le</p>

TTCR.

La capacité de traitement annuelle de l'installation est suffisante pour absorber la production annuelle maximale de lixiviats en cumul des deux centres de stockages sur toute la durée de leur exploitation et post exploitation. Cette capacité de traitement est au moins égale à 6 000 m³ de lixiviats par an.

Les volumes de lixiviats amenés dans les bassins de stockage sont mesurés par un compteur enregistreur qui sera relevé périodiquement et au minimum tous les mois.

Les volumes de lixiviats traités par l'installation de traitement biologique également mesurés par un compteur enregistreur qui sera vérifié périodiquement et au minimum tous les mois.

L'installation de traitement biologique est installée en plein air, à au moins 10 mètres des locaux occupés par le personnel.

Analyse des eaux traitées avant irrigation

La quantité et la qualité des lixiviats traités sont suivies dans les conditions suivantes :

- Une fois par trimestre une analyse sera effectuée sur les éléments suivants : Volume, MEST, COT, DCO, DBO5, azote global, ammoniacque, phosphore total, phénols, métaux totaux (dont Cr6, Cd, Pb, Hg), As, fluor et composés, CN libres, hydrocarbures totaux, composés halogénés (en AOX et EOX), substances toxiques bio-accumulables ou nocives pour l'environnement, conductivité, résistivité.
- Une fois par an, les analyses seront effectuées par un laboratoire agréé. Les lixiviats bruts ne peuvent être mélangés aux lixiviats traités avant rejet. Les lixiviats traités peuvent être utilisés pour irriguer un taillis à très courte rotation (TTCR) si les valeurs limites suivantes sont respectées :

Paramètres	Concentration (mg/l)
MES total	35
COT	70
DCO	300
DBO5	30
Azote global	30
Phosphore total	10
Phénols	0,1

Métaux totaux	15
Cr ⁶⁺	0,1
Cd	0,2
Pb	0,05
Hg	0,05
As	0,1
Fluor et composés	15
Cyanures libres	0,1
Hydrocarbures totaux	10
Composés organiques halogénés	1

Les résultats des analyses trimestrielles et annuelles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Tout dépassement de l'une des valeurs indiquées dans l'annexe 1 pré-citée entraîne l'interdiction d'irriguer ces eaux. Dans ce cas, les eaux sont renvoyées au centre de traitement autorisé à cet effet.

Les végétaux issus des coupes périodiques seront orientés vers des filières de traitement autorisées.

Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et ses dangers et inconvénients.

Des extincteurs appropriés aux risques sont disposés à proximité de l'installation de traitement biologique.

Stockage et élimination des boues

Les boues issues de l'installation de traitement biologique sont réintégrées au sein des casiers en fonctionnement.

Aménagement de l'installation d'osmose inverse

L'installation de traitement mobile des lixiviats est composée :

- d'un dispositif de pré-traitement composé d'une étape de correction de pH et d'une filtration ;
- d'un procédé de traitement par osmose inverse ;
- d'une étape de dégazage de traitement des perméats visant à éliminer le CO₂ piégé dans les perméats.

L'installation est aménagée sur aire étanche afin de permettre la récupération des éventuels écoulements. La capacité de rétention de la zone respecte les critères définis à l'article 7.4.3 du présent arrêté.

Gestion des sous-produits de l'osmose inverse

Les concentrats sont gérés selon les modalités décrites à l'article 5.1.7 du présent arrêté préfectoral.

Les perméats sont, si possible, valorisés au sein d'un process industriel interne ou externe à l'établissement (lavage des camions par exemple). Leur infiltration est interdite.

Les perméats respectent les valeurs limites en concentrations retenues pour les eaux rejetées au milieu naturel, définies à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016

8.4.3.4.2 Traitement des lixiviats en dehors du site

Dans les cas où le traitement biologique et le procédé d'osmose inverse n'auraient pu traiter la totalité des lixiviats produits, ceux-ci devront être éliminés dans des installations dédiées au traitement des déchets.

Constats :

Dans le rapport d'activité de l'année 2024, l'exploitant indique que le traitement des lixiviats des deux sites (post-exploitation et en exploitation) s'effectue soit in situ (par évapo-concentration par BGVAP) soit en externe. En 2024, 6961 m³ de lixiviats ont été traités :

- 2367 m³ par l'installation d'évapo-concentration soit 34% (de janvier à juillet - le BGVAP a été arrêté en juillet au profit du moteur électrogène),
- 4594 m³ traités en externe soit 66%,

Le traitement par le BGVAP a généré des lixiviats concentrés et des résidus secs (boues) :

- les lixiviats concentrés sont stockés et réinjectés dans les bassins lixiviats. Si la siccité devient trop importante, les lixiviats sont évacués vers une filière de traitement agréée. Le bordereau de suivi de déchet du 19 mai 2025, correspondant à l'enlèvement de 25 t de lixiviats, a été présenté lors de la visite.
- les boues ont été traitées dans un centre de traitement spécialisé : 3 expéditions ont été réalisées en 2024 pour 2,15 t - lors de la visite, le bordereau de suivi de déchet n° 20240523-KA6CZAH4V a été présenté.

Depuis l'installation du moteur électrogène, l'ensemble des lixiviats sont évacués en externe vers une filière de traitement agréée.

L'exploitant procède à des analyses physico-chimiques sur ces lixiviats tous les trimestres, qui lui permettent de suivre la qualité du lixiviat. Ces analyses sont également demandées par l'exutoire des lixiviats.

L'Inspection constate donc que l'ensemble de la prescription n'est à ce jour pas respectée par l'exploitant étant donné que celui-ci n'a pas encore mis en place l'ensemble des nouvelles installations de traitement des lixiviats prévues par l'arrêté préfectoral complémentaire, notamment le traitement par bioréacteur, la nanofiltration et l'évapotranspiration. Pour autant, le traitement des lixiviats en externe est prévu et encadré par le même arrêté préfectoral. La situation actuelle n'est donc pas susceptible de suites administratives.

L'exploitant ne souhaite pour le moment pas modifier l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 septembre 2023 et souhaite que ce sujet soit évoqué en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Fréquence et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2016, article 9.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des eaux de ruissellement

Prescription contrôlée :

Les analyses trimestrielles en période d'exploitation, puis semestrielles en période de suivi post-exploitation, portent au minimum sur le volume et tous les paramètres listés à l'article 4.3.10, à partir d'échantillons représentatifs.

En cas de résultats montrant un dépassement d'une des valeurs limites fixées ci-dessous, la périodicité des analyses sera mensuelle durant le trimestre suivant.

L'ensemble des résultats d'analyses est consigné dans un registre tenu à la disposition des installations classées.

Un état récapitulatif trimestriel des mesures et analyses imposées ci-avant doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Il est accompagné en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

Par courrier électronique du 15 mai 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport d'activité 2024. L'annexe 3 du rapport présente un suivi des eaux de ruissellement pour la partie en exploitation (trimestrielle) et la partie post-exploitation (semestrielle) :
(VLE = valeur limite d'émissions)

Site en exploitation : dépassement en juillet 2024 sur les paramètres azote ammoniacal (23 mg/l pour une VLE de 10 mg/l), azote global (22 mg/l pour une VLE de 15 mg/l) et Fe (1,2 mg/l pour une VLE de 1 mg/l). ;

Site en post-exploitation : dépassement en janvier et en avril sur les paramètres DCO, DBO5, MEST et COT :

- Janvier 2024 : DCO à 920 mg/l pour une VLE de 125 mg/l ; DBO5 à 480 mg/l pour une VLE de 30 mg/l et COT à 350 mg/l pour une VLE de 70 mg/l.
- Avril 2024 : DCO à 610 mg/l pour une VLE de 125 mg/l ; DBO5 à 320 mg/l pour une VLE de

30 mg/l, MEST à 130 mg/l pour une VLE de 35 mg/l et COT à 150 mg/l pour une VLE de 70 mg/l.

Les résultats d'analyse pour le bassin du site en exploitation sont saisis sur l'outil de reporting GIDAF (Gestion Informatisée des Données de l'Auto-surveillance Fréquente). Les résultats des mois de juillet et octobre 2024 ont été saisis en mars 2025. Les résultats d'analyse pour le bassin situé sur le site en post-exploitation ne sont pas saisis sur l'outil GIDAF.

L'exploitant indique, lors de la visite d'inspection, que le bassin post-exploitation est très peu rempli, car il y a peu de surface de ruissellement sur le site en post-exploitation. L'exploitant a également indiqué dans son rapport d'activité 2024 que les eaux de ruissellement du bassin post-exploitation ont été transféré vers le bassin du site en exploitation en juin 2024.

La dernière vidange du bassin situé sur le site en exploitation a été réalisé en mai 2024.

Le dernier nettoyage des bassins a été réalisé en 2021.

L'Inspection constate que :

- l'exploitant dépasse plus de deux fois les VLE de certains paramètres (ammonium, DCO, DBO5 et COT) ;
- l'exploitant n'a pas réalisé d'analyse à fréquence mensuelle durant le trimestre suivant les analyses révélant des non-conformités ;
- l'exploitant ne respecte pas l'échéance de transmission des résultats d'analyse sur GIDAF, pour le bassin situé sur le site en exploitation ;
- l'exploitant ne transmet pas d'état récapitulatif, au plus tard un mois après la mesure, pour les analyses réalisées sur le bassin du site en post-exploitation ;
- les causes de dépassement constatées ne sont pas systématiquement commentées et l'exploitant ne met pas en œuvre d'actions correctives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par le biais d'un arrêté préfectoral de mise en demeure. L'exploitant sera tenu de se remettre en conformité par rapport à l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/09/2016 sous un délai d'un an.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2020, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

[...] motopompe dédiée à la lutte contre un incendie permettant de délivrer un débit d'eau de 1100 l/min.

Ce matériel est placé de manière à permettre une mise en oeuvre rapide des moyens d'extinction. Il est entretenu et contrôlé à minima annuellement.

[...]

Constats :
<p>Par courrier électronique du 15 mai 2025, l'exploitant a transmis les fiches de travaux réalisées sur la motopompe par la société Magirus Camiva le 12/02/2025, ainsi que le procès-verbal d'essais hydrauliques.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2020, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Sensibilisation lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Sous le même délai, les personnes sont formées à la manipulation de ce matériel d'intervention. Des exercices annuels sont organisés afin de tester la mise en œuvre de ces dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'Inspection que la dernière formation de son personnel à la manipulation des moyens de secours a été réalisée le 04 mai 2023. Cette formation est renouvelée tous les trois ans. La feuille d'émargement n'a pas été présentée le jour de l'inspection.</p> <p>Concernant le dernier exercice incendie, l'exploitant indique qu'il a été réalisé le 16 mars 2025, lors de l'incendie qui s'est déroulée dans l'alvéole en cours d'utilisation.</p> <p>Un exercice incendie avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours est envisagé par l'exploitant sur l'année 2025.</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant que les départs de feu et incendie ne sont pas considérés comme des exercices. L'Inspection constate donc que la fréquence annuelle d'exercice n'est pas respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la feuille d'émargement pour la formation à la manipulation des moyens de secours ; - la justification de l'organisation en 2025 d'un exercice incendie afin de tester les dispositifs de défense incendie du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Calibrage des caméras thermographiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2016, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessible. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. [...]
Constats : L'exploitant dispose de caméras thermographiques permettant de mesurer les variations de température. Lors de la visite, l'exploitant a interrogé son fournisseur de caméras thermographiques sur la nécessité de réaliser un calibrage des caméras thermographiques. Le fournisseur indique que le fabricant n'a pas émis de recommandation à ce sujet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous 1 mois, - les justifications de la maintenance exercée sur les caméras thermographiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois